

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal de La Chapelle Saint Martin en Plaine
Séance du 11 Septembre 2024

L' an 2024 le 11 Septembre à 18 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de la Commune de La Chapelle Saint Martin en Plaine, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle du Conseil sous la présidence de FESNEAU Jean-Louis

Date de la convocation : 10/08/2024

Présents : Mmes : BOUTIN Marie-Pierre, FROUFE Emilie, LEMAIRE Laetitia, MM : CHAUVEAU Jean-Yves, FESNEAU Jean-Louis, LEMAIRE Bruno, MORMICHE Jérôme

Absent(s) : M. BERTHELOT Olivier

Excusé(s) ayant donné procuration : Mmes : BOURGOIN Audrey à Mme FROUFE Emilie, BRINDEAU Sandrine à Mme LEMAIRE Laetitia, DRIEU Delphine à Mme BOUTIN Marie-Pierre

Excusé(s) : M. TROUILLEBOUT Benoît

Secrétaire de séance : FROUFE Emilie

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PRECEDENTE

Sans observation, le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE DITE M.P.O.

L'article 25-2 de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire prévoit que les Centres Départementaux de Gestion doivent assurer par convention, à la demande des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, une mission de Médiation Préalable Obligatoire (MPO) prévue à l'article L213-11 du Code de justice administrative, pour les agents qui contestent une décision de l'autorité territoriale.

Cette mission est mutualisée entre les six Centres Départementaux de la Région Centre-Val de Loire et placée auprès de la Coordination depuis le 1^{er} juillet 2023, avec le déport de principe de la réalisation des médiations, dans un autre département que celui dans lequel exercent les protagonistes pour garantir indépendance et impartialité.

Le déport de l'instruction

Les centres de gestion ont l'obligation de proposer, par convention, une mission de Médiation Préalable Obligatoire (MPO) prévue à l'article L 213-11 du Code de justice administrative, les avenants de mutualisation à l'échelle régionale pris dans ce cadre entre les six Centres de Gestion de la région Centre - Val de Loire et la convention de déport entre ces mêmes Centres de Gestion.

Le déport s'effectue donc ainsi :

CDG saisi pour une MPO	CDG qui assure la MPO
CDG 18	CDG 36
CDG 28	CDG 45
CDG 36	CDG 37
CDG 37	CDG 45
CDG 41	CDG 37
CDG 45	CDG 28 / 36, selon le volume

La procédure de Médiation Préalable Obligatoire (MPO)

Elle est applicable aux recours formés par les agents publics à l'encontre des décisions administratives suivantes et selon certaines conditions :

1° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L712-1 du Code général de la fonction publique ;

2° Refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret du 17 janvier 1986 et 15, 17, 18 et 35-2 du décret du 15 février 1988 ;

3° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé non rémunéré ;

4° Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;

5° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

6° Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L131-8 et L131-10 du Code général de la fonction publique ;

7° Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets du 30 novembre 1984 et du 30 septembre 1985.

Le médiateur organise la médiation (lieu, date et heure) dans des conditions favorisant un dialogue. Son rôle consiste à accompagner les parties dans la recherche d'un accord : il n'est ni juge ni partie.

A l'issue du processus de médiation, trois solutions sont possibles :

- un accord écrit est conclu par les parties,
- l'une ou l'autre des parties se désiste du processus de médiation : dans ce cas, le délai de recours contentieux recommence à courir,
- la fin d'office de la médiation est prononcée par le médiateur.

Lorsque les parties ne sont pas parvenues à un accord, le juge peut être saisi d'un recours dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Les conditions financières

La mission de Médiation Préalable Obligatoire (MPO) conduite par le Centre Départemental de Gestion entre dans le cadre des dispositions prévues à l'article L452-30 du Code général de la fonction publique et à l'article 25-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

A ce titre, le coût de ce service est pris en charge par la collectivité ou l'établissement ayant saisi le médiateur :

- Tarif identique annuel sur l'ensemble du territoire régional
- 400€ par médiation pour les affiliés
- 500€ pour les non affiliés
- Si le temps passé est supérieur à une du 8 heures : coût supplémentaire de 50€/heure.

Pour permettre la mise en œuvre de cette mission préalable obligatoire (MPO) avec les collectivités et établissements publics de Loir-et-Cher, il est nécessaire de déterminer, par convention, les contours et la tarification de cette collaboration entre le Centre de Gestion de Loir-et-Cher et la collectivité ou établissement public demandeur. La convention prendra fin au plus tard le 31 décembre 2024.

Par ailleurs, deux avenants successifs viennent préciser les conditions du départ :

- L'avenant n°1 en date du 25 mai 2023 et son article 1 prévoyait notamment que :
[...] Chaque CDG devant rester l'unique interlocuteur administratif pour les Collectivités de son ressort, il reviendrait au CDG saisi d'une demande de médiation de s'assurer que cette dernière est recevable avant de la transmettre au CDG chargé de l'instruire [...].

- Afin de garantir l'efficacité et la réactivité du dispositif de départ, l'avenant n°2 en date du 15 février 2024 prévoit la modification de l'article 1 comme suit : « Chaque CDG reste l'unique interlocuteur administratif pour les collectivités de son ressort. Il reviendra au CDG, saisi d'une demande de médiation, de vérifier l'adhésion de la collectivité, à la médiation préalable obligatoire et de transmettre cette demande au CDG chargé de l'instruire, qui examinera la recevabilité de la demande de médiation ».

VU le Code de Justice Administrative et notamment son article L213-11,

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L452-30,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et notamment son article 25-2 créé par la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire,

VU la délibération n°36-2022 du 15 septembre 2022 du Conseil d'Administration du CDG41 portant approbation du Schéma régional de Coordination, de Mutualisation et de Spécialisation des Centres de Gestion de la Région Centre-Val de Loire,

VU la délibération n° 19-2023 du 15 juin 2023 du Conseil d'Administration du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Loir-et-Cher portant sur l'avenant au schéma susvisé de mutualisation à l'échelle régionale de la Médiation Préalable Obligatoire (MPO) à compter du 1^{er} juillet 2023,

VU la délibération n° 20-2023 du 15 juin 2023 du Conseil d'Administration du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Loir-et-Cher portant sur la convention de déport de la mission de Médiation Préalable Obligatoire (MPO) entre Centres de Gestion de la région Centre - Val de Loire,

VU la délibération n° 02-2024 du 15 février 2024 du Conseil d'Administration du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Loir-et-Cher portant sur le Schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des Centres de Gestion (CDG) de la région Centre-Val de Loire 2022-2024 et son avenant n°2 modifiant les conditions d'examen de la recevabilité des demandes de Médiation Préalable Obligatoire (MPO)

VU la délibération n° 03-2024 du 15 février 2024 du Conseil d'Administration du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Loir-et-Cher portant sur le Schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des Centres de Gestion (CDG) de la région Centre-Val de Loire 2022-2024 - Médiation Préalable Obligatoire (MPO) et la nouvelle convention de déport entre Centres de Gestion (CDG) de la région (V2)

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de :

- **d'approuver** le recours à la mission de Médiation Préalable Obligatoire (MPO) entre le Centre Départemental de Gestion de Loir-et-Cher (CDG41) et la commune de La Chapelle Saint martin en Plaine,
- **d'approuver** les termes de la convention d'adhésion -type à la mission de Médiation Préalable Obligatoire (MPO) entre le CDG 41 et la commune de La Chapelle Saint martin en Plaine,
- **de décider** de la mise en œuvre de la convention précitée,
- **d'autoriser** le Maire, ou son représentant, à signer cette convention et toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

EXONERATION DES PENALITES DE RETARD POUR LE SDIS

Suite au mail de la DGFIP, le maire informe les conseillers que la commune a la possibilité d'exonérer les pénalités de retard concernant les retenues de garanties pour la société Création Construction (gros œuvre et caniveau) concernant l'extension du SDIS réalisée en 2021.

En effet, un délai de dépassement de 27 jours a été constaté ; la somme devrait potentiellement s'élever à 294.38€TTC.

Le Maire propose d'exonérer de la totalité de la somme soit 294,38 € TTC la société Création Construction afin de régulariser la situation.

Le Conseil municipal accepte l'exonération totale.

ELU REFERENT SECURITE ROUTIERE

Le Maire informe les conseillers municipaux qu'il y a lieu de désigner un référent sécurité routière.

Le rôle de l'élu référent sécurité routière :

Il est le correspondant privilégié des services de l'Etat et des autres acteurs locaux :

Il veille à la diffusion des informations relatives à la sécurité routière ainsi qu'à sa prise en charge dans la

CONTRAT ELANCITE

Le Maire informe les conseillers que le contrat d'Elancité qui concerne la prise en charge des radars pédagogiques est arrivé à son terme le 29 août 2024. La question du renouvellement de ce contrat est posée. Etant donné que les batteries ne sont pas prises en charge dans ce contrat et dans un souci de limiter l'impact budgétaire, il a été décidé de ne pas reconduire ce contrat, si bien sûr celui-ci n'était pas reconduit tacitement.

COURRIER CREATION NOUVEL ARRET SUR LA LIGNE 11

Un administré a envoyé un courrier concernant la création d'un nouvel arrêt sur la ligne 11 à Remi41. Il a été demandé d'appuyer ce courrier avec l'avis du Conseil municipal. Aucune objection pour appuyer celui-ci.

LA POSTE

Suite au rendez-vous avec la Responsable Action Commerciale de la Poste de Mer, il nous a été spécifié que les nouveaux arrivants devront s'équiper par leur propre moyen de nouvelles boîtes aux lettres.

Un nouveau service est proposé la carte Bimpli Cado d'une validité d'un an à utiliser dans différentes enseignes. Le Maire propose aux conseillers municipaux de remplacer les colis de fin d'année qui sont offerts aux agents de la commune par une carte Bimpli Cado.

CABINET INFIRMIERS

Une discussion sur l'avancée des travaux du cabinet d'infirmier a lieu. Il est également évoqué une inauguration qui pourrait être reportée aux beaux jours.

PLUI PLAN LOCAL D'URBANISME

Suite au mail de la CCBVL du 05 septembre 2024, le point sur le PLUI sera mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de Conseil municipal.

Il a été décidé de faire un courrier de réponse à la CCBVL sur les dernières propositions, qui sera validé lors de la prochaine réunion de Conseil municipal.

ASSOCIATION LA BANDA

Suite au nombre de participants à cette association, il a été demandé que les cours se passent désormais au foyer rural au lieu de la Maison des associations. Un accord de principe est pris pour que l'activité se déroule au foyer rural chaque lundi soir avec le chauffage minimum.

DERASAGE

Pour information il n'y a pas de dérasage cette année au niveau de la CCBVL et de la commune.

PANNEAU POCKET :

- ANALYSE D'EAU

Suite à la réception des résultats du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, il a été demandé de mettre désormais ces résultats sur Panneaux pocket.

- NETTOYAGE TROTTOIRS

Il a été demandé de remettre sur Panneau pocket l'arrêté pris en 2018 concernant l'entretien des trottoirs, devant de portes et caniveaux des habitants. Un courrier va être distribué pour informer les personnes que les déchets végétaux qui sont coupés doivent être évacués.

Le Président,



La Secrétaire de séance,



La séance est levée à: 20:30

Mis en ligne le :